

**COLLECTIVITÉS-TRANSPORTS**

IDF: le Stif vote plus de 680 millions d'investissements pour moderniser les transports franciliens

01/06/2016 18:21:36 GMT+02:00

#330075 DVBP 2203 TIM31 (4) AFP (328)

**PARIS, 1 juin 2016 (AFP)** - Le syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif) a voté mercredi plus de 680 millions d'euros d'investissements pour développer et moderniser le réseau francilien, dont la poursuite des travaux du prolongement de la ligne de métro 14 (pour 447,1 millions), a-t-il annoncé dans un communiqué.

Le conseil du Stif, présidée par la présidente de Région Valérie Pécresse, a adopté plusieurs conventions de financement, dont la principale, à hauteur de 447,1 millions, pour les travaux de prolongement de la ligne 14 à la mairie de Saint-Ouen, première réalisation du Nouveau Grand Paris dont la mise en service est prévue en 2019. Le montant de cette convention est financé par la société du Grand Paris, la région IDF, la ville de Paris, et les départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis.

Le conseil a également voté 162,7 millions d'euros pour le prolongement de la ligne 11 à l'est, qui reliera en 2022 le centre de Paris à Rosny-bois-Perrier, et 39 millions pour la poursuite des travaux du Tram 9 Paris-Orly ville.

Le Stif s'est également prononcé pour le projet du Charles de Gaulle Express (CDG Express), la nouvelle liaison ferroviaire rapide, qui doit relier en 2023 sans arrêt intermédiaire et en 20 minutes maximum, la gare de l'Est à l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle. Le Stif a affirmé "son fort soutien au projet, notamment dans la perspective de la candidature de la ville de Paris aux jeux Olympiques de 2024".

Le Front de Gauche a de son côté rappelé son opposition au CDG Express, soulignant dans un communiqué qu'il "ne desservira aucun des territoires traversés, et ne sera donc d'aucun intérêt pour leurs habitants qui souffrent pourtant de fortes perturbations de la ligne RER B", qu'il va être redondant par rapport à la ligne 17 du Grand Paris Express prévue pour 2024, et que sa "tarification prohibitive, annoncée à 24 euros" exclura les abonnés du passe Navigo.

Des responsables PCF, FDG et CGT ont manifesté mercredi devant le siège du Stif contre ce projet.

caz/glr/jcc